

| Articles légaux<br>--<br>Wettelijke artikels   |                               |                                 | Activités<br>-- | Allocations de<br>base<br>-- | Crédits<br>d'engagement<br>(en euros)<br>-- | Crédits de<br>liquidation<br>(en euros)<br>-- |
|--|-------------------------------|---------------------------------|-----------------|------------------------------|---|---|
| Départements<br>--<br>Departementen  | Divisions<br>--<br>Afdelingen | Programmes<br>--<br>Programma's | Activiteiten    | Basisallocaties              | Vastleggings-<br>kredieten<br>(in euro)     | Vereffening-<br>kredieten<br>(in euro)        |
| <u>Section 33: SPF Mobilité et Transports -</u><br><u>Sectie 33: FOD Mobiliteit en Vervoer</u> |                               |                                 |                 |                              |   |   |
| 33   | 21                            | 0                               | 2               | 34.41.01                     | 775.000                                     | 775.000                                       |
|  |                               |                                 |                 | Total - Totaal               | 775.000                                     | 775.000                                       |
| <b>TOTAL - TOTAAL</b>  |                               |                                 |                 |                              | <b>61.488.675</b>                           | <b>30.488.675</b>                             |

Vu pour être annexé à Notre arrêté du  
2 décembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Secrétaire d'Etat au Budget,  
E. DE BLEEKER

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van  
2 december 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor Begroting,  
E. DE BLEEKER

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2021/43339]

30 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 décembre 2008 fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des étrangers, des étrangers visés à l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

#### RAPPORT AU ROI

Cet arrêté royal modifie plusieurs articles de l'arrêté royal du 8 décembre 2008 fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des étrangers, des étrangers visés à l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

#### COMMENTAIRE DES ARTICLES

##### Article 1

Cet article remplace l'alinéa 2 de l'article 3 de l'arrêté royal du 8 décembre 2008. Il répertorie les différents transfèvements d'étrangers qui sont, en règle générale, effectués par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des Étrangers.

L'article 3 de l'arrêté royal du 8 décembre 2008 détermine la compétence des collaborateurs de sécurité-chauffeurs. En principe, ils sont compétents pour tous les transfèvements d'étrangers soumis à une mesure administrative de détention, de mise à disposition du gouvernement ou de maintien. Il va sans dire qu'un arrêté royal ne peut pas nuire aux compétences légales confiées aux services de police locale et

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2021/43339]

30 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 2008 houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

#### VERSLAG AAN DE KONING

Dit koninklijk besluit wijzigt een aantal artikelen van het koninklijk besluit van 8 december 2008 houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

#### ARTIKELSGEWIJZE COMMENTAAR

##### Artikel 1

Dit artikel vervangt het tweede lid van artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 december 2008. Daarin worden de verschillende overbrengingen van vreemdelingen opgesomd die in de regel door de veiligheidsmedewerkers-chauffeurs van de Dienst Vreemdelingenzaken worden uitgevoerd.

Artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 december 2008 bepaalt de bevoegdheid van de veiligheidsmedewerkers-chauffeurs. Ze zijn principieel bevoegd voor alle overbrengingen van vreemdelingen die onderworpen zijn aan een administratieve maatregel tot opsluiting, terbeschikkingstelling van de regering of vasthouding. Vanzelfsprekend kan een koninklijk besluit geen afbreuk doen aan de wettelijke

fédérale. Il convient donc de tenir compte de l'article 23 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police (LFP).

Jusqu'à récemment, il existait également une compétence concurrente avec le corps de sécurité du SPF Justice, mais la loi qui la régissait (à savoir la loi du 25 février 2003 portant création de la fonction d'agent de sécurité en vue de l'exécution des missions de police des cours et tribunaux et de transfert des détenus, en particulier l'article 3*bis*) a entre-temps été abrogée par la loi du 12 novembre 2017 relative aux assistants et agents de sécurisation de police et portant modification de certaines dispositions concernant la police. Ces modifications ont permis de transférer le corps de sécurité du SPF Justice vers le cadre d'assistants de sécurisation/de coordonnateurs de sécurisation de police de la police fédérale.

Dans la mesure où les compétences de l'ancien corps de sécurité, telles qu'énumérées à l'article 3*bis* de la loi du 25 février 2003, n'ont pas été intégralement reprises dans l'article 23 de la LFP, les compétences des collaborateurs de sécurité-chauffeurs peuvent être légèrement étendues dans l'article 3 de l'arrêté royal du 8 décembre 2008. Par exemple, le transfèrement d'étrangers à partir d'une prison vers un centre fermé ou vers l'aéroport était également une compétence de l'ancien corps de sécurité, mais dans la pratique ces transfèremens ont déjà été effectués plus qu'à titre « exceptionnel » par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des Étrangers (cf. article 3, alinéa 3, de l'arrêté royal du 8 décembre 2008).

Dorénavant, les transfèremens à partir d'une prison vers un centre fermé, vers l'aéroport ou vers la frontière dans le cadre de la procédure d'éloignement sont une compétence des collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des Étrangers (étant entendu que ces transfèremens peuvent toujours être effectués par les services de police pour des raisons de sécurité ou d'opérationnalité, après une analyse de risque par l'Office des Étrangers).

Par conséquent, l'alinéa 2 de l'article 3 est modifié de manière à ce qu'il mentionne désormais une série de transfèremens supplémentaires qui sont généralement effectués par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs, notamment le transfèrement d'étrangers détenus depuis la prison vers l'aéroport en vue de leur éloignement. Les services de police procéderont à ces transfèremens à la place des collaborateurs de sécurité-chauffeurs uniquement pour des raisons de sécurité ou d'opérationnalité, après une analyse de risque par l'Office des Étrangers.

#### **Article 2**

Les collaborateurs de sécurité-chauffeurs se voient remettre par le Directeur général de l'Office des étrangers une carte de service, qu'ils doivent avoir sur eux en permanence afin de pouvoir s'identifier à tout moment.

Jusqu'à présent, il n'était pas précisé ce qui devait être mentionné sur cette carte de service ni à quoi elle devait ressembler. L'article 5 de l'arrêté royal du 8 décembre 2008 est modifié afin de fixer les caractéristiques de cette carte de service. Celle-ci devra être conforme au modèle qui sera fixé par arrêté ministériel.

#### **Article 3**

L'article 6 est modifié pour deux raisons.

D'une part, l'alinéa 3 fait référence à des centres qui n'existent plus. Par exemple, il n'y a plus de centre de transit 127, mais un centre de rapatriement 127*bis*. En outre, le centre INAD a également disparu. Les INAD (= inadmissible persons) sont transférés de l'aéroport au centre de transit Caricole.

D'autre part, un alinéa 4 est ajouté. En effet, il n'est pas toujours nécessaire ou possible d'un point de vue organisationnel de respecter le nombre de collaborateurs de sécurité-chauffeurs prévu à l'alinéa 2 de l'article 6 (au moins un collaborateur de sécurité—chauffeur de plus que le nombre d'étrangers à transférer). Le nouvel alinéa prévoit que le chef de service (ou son remplaçant) peut réaliser une analyse de risque et, sur cette base, décider de déroger au nombre minimal de collaborateurs de sécurité—chauffeurs prévu à l'alinéa 2. Cette décision peut être prise uniquement par le chef de service (ou son remplaçant). Il n'est aucunement prévu que la diminution du nombre de collaborateurs de sécurité-chauffeurs s'accompagne d'un recours à la contrainte plus fréquent. Au contraire, si le chef de service (ou son remplaçant) décide de déroger au nombre minimal de collaborateurs de sécurité-chauffeurs, cela signifie que l'analyse de risque n'a pas révélé

bevoegdheden toegekend aan lokale en federale politiediensten. Er dient bijgevolg rekening te worden gehouden met artikel 23 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt (WPA).

Tot voor kort bestond er tevens concurrerende bevoegdheid met het veiligheidskorps van de FOD Justitie, maar de wet waarin dit werd geregeld (i.e. de wet van 25 februari 2003 houdende de inrichting van de functie van veiligheidsbeambte met het oog op de uitvoering van taken die betrekking hebben op de politie van hoven en rechtbanken en de overbrenging van gevangenen, meer bepaald artikel 3*bis*), werd inmiddels opgeheven door de wet van 12 november 2017 betreffende de beveiligingsassistenten en -agenten van politie en tot wijziging van sommige bepalingen met betrekking tot de politie. Deze wijzigingen zorgden ervoor dat het veiligheidskorps van de FOD Justitie werd overgeplaatst naar het kader van beveiligingsassistenten/beveiligingscoördinatoren van politie van de federale politie.

Aangezien de bevoegdheden van het voormalige veiligheidskorps, zoals opgesomd in artikel 3*bis* van de wet van 25 februari 2003, niet volledig werden hernomen in artikel 23 WPA, kunnen de bevoegdheden van de veiligheidsmedewerkers-chauffeurs in artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 december 2008 licht worden uitgebreid. Zo was het overbrengen van vreemdelingen vanuit de gevangenis naar een gesloten centrum of naar de luchthaven ook een bevoegdheid van het voormalige veiligheidskorps, maar deze overbrengingen werden in de praktijk reeds meer dan "uitzonderlijk" door de veiligheidsmedewerkers-chauffeurs van de Dienst Vreemdelingenzaken gedaan (cf. artikel 3, derde lid, van het koninklijk besluit van 8 december 2008).

Vanaf nu zijn overbrengingen vanuit de gevangenis naar een gesloten centrum, naar de luchthaven of naar de grens in het kader van de procedure voor verwijdering een bevoegdheid van de veiligheidsmedewerkers-chauffeurs van de Dienst Vreemdelingenzaken (met dien verstande dat deze overbrengingen om veiligheidsredenen of om redenen van operationaliteit, na risicoanalyse door de Dienst Vreemdelingenzaken, steeds door politiediensten uitgevoerd kunnen worden).

Bijgevolg wordt het tweede lid van artikel 3 gewijzigd zodat dit nu een aantal bijkomende overbrengingen vermeldt die in regel uitgevoerd worden door de veiligheidsmedewerkers-chauffeurs, bijvoorbeeld het overbrengen van gedetineerde vreemdelingen van de gevangenis naar de luchthaven met het oog op hun verwijdering. De politiediensten zullen deze overbrengingen enkel uitvoeren in plaats van de veiligheidsmedewerkers-chauffeurs om veiligheidsredenen of om redenen van operationaliteit en dit na risicoanalyse door de Dienst Vreemdelingenzaken.

#### **Artikel 2**

De veiligheidsmedewerkers-chauffeurs worden door de directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken in het bezit gesteld van een dienstkaart die ze steeds bij zich moeten hebben teneinde zich te allen tijde te kunnen legitimeren.

Tot nu toe was er nergens bepaald wat precies vermeld diende te worden op deze dienstkaart of hoe deze eruit zou moeten zien. Artikel 5 van het koninklijk besluit van 8 december 2008 wordt gewijzigd om de karakteristieken van deze dienstkaart vast te leggen. De dienstkaart zal moeten voldoen aan het model zoals dit zal worden vastgelegd in een ministerieel besluit.

#### **Artikel 3**

Artikel 6 wordt om twee redenen gewijzigd.

Eenzijds verwijst het derde lid naar bepaalde centra die niet meer bestaan. Zo is er geen transitcentrum 127 meer, maar wel een repatriëringscentrum 127*bis*. Ook van een INAD-centrum is inmiddels geen sprake meer. INAD's (= inadmissible persons) worden vanuit de luchthaven overgebracht naar het transitcentrum Caricole.

Anderzijds wordt een vierde lid toegevoegd. Het is immers niet steeds nodig of organisatorisch haalbaar om het aantal veiligheidsmedewerkers-chauffeurs zoals voorzien in het tweede lid van artikel 6 (minstens één veiligheidsmedewerker-chauffeur meer dan het aantal over te brengen vreemdelingen) te respecteren. In het nieuwe lid wordt voorzien dat het diensthoofd (of diens plaatsvervanger) een risicoanalyse kan uitvoeren en op basis daarvan kan beslissen om af te wijken van het in het tweede lid vastgelegde minimumaantal veiligheidsmedewerkers-chauffeurs. Deze beslissing kan enkel door het diensthoofd (of diens plaatsvervanger) worden genomen. In geen geval is het de bedoeling dat de vermindering van het aantal veiligheidsmedewerkers-chauffeurs gepaard gaat met het gebruik van meer dwang. Integendeel, indien het diensthoofd (of diens plaatsvervanger) beslist om af te wijken van het minimumaantal

d'indications susceptibles d'entraîner un risque pour la sécurité, ce qui permet de supposer qu'aucune contrainte ne devra être utilisée pendant le transfèrement.

Ce nouvel alinéa 4 est distinct de l'alinéa 3 de l'article 6. La dérogation à l'alinéa 3 (deux collaborateurs de sécurité-chauffeurs) porte sur une décision qui peut être prise non seulement par le chef de service (ou son remplaçant), mais aussi par d'autres membres du personnel du bureau de coordination.

#### Article 4

Cet article modifie l'article 17 de l'arrêté royal du 8 décembre 2008 afin de mieux définir la compétence des collaborateurs de sécurité-chauffeurs, en particulier dans les cas où ils ont déjà remis l'étranger aux forces de police à l'aéroport. Cette modification tient également compte des accords pratiques déjà conclus à cet égard avec les services de police.

En effet, il est déjà arrivé que les services de police demandent l'assistance du collaborateur de sécurité—chauffeur à l'aéroport ou dans l'avion, c'est-à-dire après que l'étranger a été remis aux services de police compétents par le collaborateur de sécurité-chauffeur. Une interprétation trop stricte de l'article 17 de l'arrêté royal du 8 décembre 2008 ne le permettait en principe pas, dès lors que cet article prévoit que l'accompagnement prend fin au moment où l'étranger est pris en charge par l'autorité à laquelle il doit être transféré.

Cette modification vise donc à préciser que, dans certains cas, il est permis au collaborateur de sécurité—chauffeur de prêter assistance aux services de police compétents à l'aéroport et même à bord de l'avion après que l'étranger leur a été remis.

Par « assistance à l'aéroport », il convient d'entendre notamment la surveillance de la cellule dans laquelle l'étranger remis aux services de police est placé avant de pouvoir embarquer.

Si des problèmes surviennent à bord de l'avion, le collaborateur de sécurité-chauffeur ne peut apporter son aide qu'à la demande de l'autorité à laquelle l'étranger a été remis. Dans ce cas, le collaborateur de sécurité-chauffeur peut monter à bord de l'avion pour deux raisons, soit pour débarquer l'étranger ou pour fournir une aide dans des situations d'urgence. Par « situations d'urgence », on entend notamment une rébellion à bord de l'avion ou une forte résistance de la personne à éloigner. En pareil cas, le collaborateur de sécurité-chauffeur peut prêter main-forte à bord de l'avion, comme par exemple aider à surveiller les personnes à éloigner qui ne participent pas au comportement récalcitrant ou inciter oralement les autres passagers à se calmer afin de désamorcer la situation.

Cette assistance peut impliquer l'usage de la force, mais uniquement en cas de nécessité absolue. Le principe de proportionnalité doit toujours être respecté. En outre, l'emploi de la contrainte par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs est limité à ce qui est prévu par l'arrêté royal du 8 décembre 2008, à savoir la contrainte physique, la clef de bras et les menottes (cf. article 21 de l'arrêté royal).

#### Article 5

L'article 21 de l'arrêté royal du 8 décembre 2008 décrit les situations dans lesquelles les collaborateurs de sécurité-chauffeurs sont autorisés à utiliser la contrainte à l'égard de l'étranger.

Si le collaborateur de sécurité-chauffeur a des motifs raisonnables de penser que l'étranger pourrait tenter de s'échapper pendant le transfèrement, il n'était, jusqu'à présent, pas évident de déterminer s'il pouvait ou non prendre des mesures coercitives pendant le transfèrement afin d'éviter une telle tentative d'évasion. Une éventuelle tentative d'évasion ne constitue pas toujours un danger pour l'intégrité physique de l'étranger ou pour celle de tiers. Si les termes « troubler l'ordre » étaient interprétés largement, une éventuelle tentative d'évasion pendant le transfèrement pourrait être considéré comme un « trouble de l'ordre ». Toutefois, pour des raisons de sécurité juridique, « un risque d'évasion » est désormais mentionné explicitement. A cet égard, il n'est pas requis que l'étranger ait déjà tenté de s'échapper dans le passé.

De plus, l'article 22 de l'arrêté royal du 8 décembre 2008 prévoit uniquement la situation dans laquelle un étranger tente effectivement de s'échapper. Cet article ne précise rien sur les mesures (coercitives) qui peuvent être prises pour éviter une éventuelle tentative d'évasion.

veiligheidsmedewerkers-chauffeurs, betekent dit dat uit de risicoanalyse geen indicaties naar voren zijn gekomen die kunnen wijzen op een veiligheidsrisico, waardoor er bijgevolg vanuit gegaan wordt dat er bij de overbrenging net géén dwang gebruikt zal moeten worden.

Dit nieuwe vierde lid staat los van het derde lid van artikel 6. De afwijking in het derde lid (2 veiligheidsmedewerkers-chauffeurs) betreft immers een beslissing die niet enkel door het diensthoofd (of zijn plaatsvervanger), maar ook door andere personeelsleden van het coördinatiebureau genomen kan worden.

#### Artikel 4

Dit artikel wijzigt artikel 17 van het koninklijk besluit van 8 december 2008 teneinde de bevoegdheid van de veiligheidsmedewerkers-chauffeurs beter te omschrijven, meer bepaald voor de situatie waarbij ze op de luchthaven de vreemdeling reeds hebben overgedragen aan de politiediensten. Deze wijziging houdt tevens rekening met praktische afspraken die hieromtrent reeds zijn gemaakt met de politiediensten.

In de praktijk werd immers in sommige gevallen door de politiediensten nog bijstand gevraagd van de veiligheidsmedewerker-chauffeur op de luchthaven of in het vliegtuig, dus nadat de vreemdeling door de veiligheidsmedewerker-chauffeur reeds was overgedragen aan de bevoegde politiediensten. Een al te strikte interpretatie van artikel 17 van het koninklijk besluit van 8 december 2008 liet dit in principe niet toe, aangezien dit artikel bepaalt dat de begeleiding eindigt op het ogenblik dat de vreemdeling overgenomen wordt door de autoriteit aan wie de vreemdeling dient overgedragen te worden.

Deze wijziging heeft dan ook tot doel te verduidelijken dat het toegestaan is voor de veiligheidsmedewerker-chauffeur om, in bepaalde gevallen, de bevoegde politiediensten bijstand te verlenen op de luchthaven en zelfs in het vliegtuig, nadat de vreemdeling aan deze politiediensten werd overgedragen.

Onder bijstand op de luchthaven kan o.a. het bewaken van de cel waarin de aan de politiediensten overgedragen vreemdeling wordt geplaatst vooraleer hij kan boarden, worden verstaan.

Indien er zich problemen voordoen aan boord van het vliegtuig, kan de veiligheidsmedewerker-chauffeur enkel op vraag van de autoriteit aan wie de vreemdeling werd overgedragen bijstand verlenen. In dat geval kan de veiligheidsmedewerker-chauffeur om twee redenen aan boord van het vliegtuig gaan, meer bepaald om de vreemdeling van boord te halen of om bijstand te verlenen in noodsituaties. Onder 'noodsituaties' kan o.a. een opstand aan boord van het vliegtuig of hevige weerstand door de te verwijderen persoon verstaan worden. In zo'n geval kan door de veiligheidsmedewerker-chauffeur bijstand aan boord van het vliegtuig verleend worden, zoals bijvoorbeeld mee toezicht houden op de te verwijderen personen die niet deelnemen aan het weerspannig gedrag of de overige passagiers mondeling tot kalmte aanmanen teneinde de situatie te de-escaleren.

Deze bijstand kan gepaard gaan met het gebruik van dwang, maar enkel indien dit strikt noodzakelijk is. Ook het principe van proportionaliteit dient daarbij steeds te worden gerespecteerd. Bovendien is het gebruik van dwang door de veiligheidsmedewerkers-chauffeurs beperkt tot hetgeen voorzien is in het koninklijk besluit van 8 december 2008, met name de fysieke aansporing, de houdgreep en de boeien (cfr. artikel 21 van het koninklijk besluit).

#### Artikel 5

Artikel 21 van het koninklijk besluit van 8 december 2008 beschrijft de situaties waarin het voor de veiligheidsmedewerkers-chauffeurs toegestaan is om dwang te gebruiken ten aanzien van de vreemdeling.

Indien de veiligheidsmedewerker-chauffeur redelijke gronden heeft om te denken dat de vreemdeling tijdens de overbrenging een ontsnappingspoging zou kunnen ondernemen, was het tot nu niet duidelijk of tijdens de overbrenging dwangmaatregelen genomen konden worden om zo'n ontsnappingspoging te vermijden. Een mogelijke ontsnappingspoging houdt immers niet altijd een gevaar in voor de fysieke integriteit van de vreemdeling of derden. Indien "het verstoren van de orde" ruim wordt geïnterpreteerd, zou een mogelijke ontsnappingspoging hieronder kunnen vallen, maar omwille van de rechtszekerheid wordt "een gevaar voor ontsnapping" nu expliciet vermeld. Het is hierbij niet vereist dat de vreemdeling in het verleden al eens een ontsnappingspoging heeft ondernomen.

Bovendien voorziet artikel 22 van het koninklijk besluit van 8 december 2008 enkel in de situatie waarbij een vreemdeling effectief probeert te ontsnappen. Dit artikel bepaalt niks over (dwang)maatregelen die genomen mogen worden om een mogelijke ontsnappingspoging te vermijden.

La modification de l'article 21 comble cette lacune en prévoyant qu'il est également possible de recourir à la contrainte à l'égard de l'étranger afin de garantir le bon déroulement du transfèrement, lorsqu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'il existe un risque d'évasion.

L'existence d'un risque d'évasion est déterminé sur la base du comportement de l'étranger, d'indices matériels ou des circonstances. Le fait qu'une personne ait exprimé à plusieurs reprises au cours de son séjour dans un centre fermé qu'elle refuse de partir, pourrait éventuellement constituer une indication qu'il existe un risque d'évasion.

Les conditions jouent également un rôle. A cet égard, il est principalement fait référence à la situation dans laquelle l'étranger est transféré dans un lieu public (par exemple, un hôpital ou une ambassade). Il s'agit plus précisément des lieux où les risques d'évasion sont plus élevés, par exemple, parce qu'il n'y a aucune présence policière, parce qu'il n'est pas toujours possible de se stationner près de l'entrée du bâtiment, parce que l'accès à la voie publique est aisé, etc. contrairement, par exemple, à une zone de sécurité à l'aéroport, où il y a également une présence policière, des barrières que l'étranger ne peut pas franchir, des entrées et des sorties sécurisées, etc.

L'article 21 décrit déjà les moyens coercitifs autorisés. Dans ce cas de figure également (risque d'évasion), le recours à la contrainte doit, comme toujours, être proportionné. L'usage de la contrainte doit donc être aussi bref que possible et la forme de contrainte la moins sévère possible, c'est-à-dire que la contrainte physique doit être choisie en premier lieu.

En outre, le collaborateur de sécurité-chauffeur devra systématiquement rédiger un rapport sur l'emploi de la contrainte. L'article 23 de l'arrêté royal du 8 décembre 2008 prévoit effectivement qu'un rapport détaillé doit être rédigé pour chaque transfèrement durant lequel des moyens coercitifs ont été utilisés. Ce rapport doit préciser clairement les motifs pour lesquels la contrainte a été utilisée.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,  
La Ministre de l'Intérieur,  
A. VERLINDEN  
Le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration,  
S. MAHDI

Conseil d'État  
section de législation

Avis 70.068/4 du 11 octobre 2021 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 décembre 2008 fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des étrangers, des étrangers visés à l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'

Le 9 août 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, chargé de la Loterie nationale, adjoint à la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 15 octobre 2021 (\*), sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 décembre 2008 fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des étrangers, des étrangers visés à l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 11 octobre 2021. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Bernard Blero et Christine Horevoets, conseillers d'État, et Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger Wimmer, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine Baguet.

De wijziging van artikel 21 komt hieraan tegemoet door te voorzien dat ook wanneer er redelijke gronden zijn om te denken dat er een gevaar voor ontsnapping bestaat, er dwang gebruikt kan worden ten aanzien van de vreemdeling, teneinde de goede afloop van de overbrenging te verzekeren.

Of er sprake is van een gevaar voor ontsnapping wordt bepaald op basis van de gedragingen van de vreemdeling, van materiële aanwijzingen of van de omstandigheden. Het feit dat iemand tijdens zijn verblijf in een gesloten centrum al meermaals heeft aangegeven niet te willen vertrekken, zou mogelijks een aanwijzing kunnen zijn dat er een gevaar voor ontsnapping bestaat.

Ook de omstandigheden spelen een rol. Hierbij wordt voornamelijk gedacht aan de situatie waarbij de vreemdeling naar een openbare plaats wordt overgebracht (bv. een ziekenhuis of ambassade). Het betreft meer bepaald plaatsen waar er een grotere kans op ontsnapping bestaat omdat er bijvoorbeeld geen politie aanwezig is, er niet altijd vlak aan de ingang van het gebouw geparkeerd kan worden, er gemakkelijk toegang is tot de openbare weg etc. Dit in tegenstelling tot bijvoorbeeld een veiligheidszone in de luchthaven, waar ook politie aanwezig is, er hekken zijn waar de vreemdeling niet over kan, er beveiligde in- en uitgangen zijn etc.

Artikel 21 omschrijft reeds welke dwangmiddelen toegelaten zijn. Ook in deze situatie (gevaar voor ontsnapping) dient het gebruik van dwang, zoals steeds, proportioneel te zijn. Het gebruik van dwang dient dus zo kort mogelijk te zijn en men dient daarbij vooreerst te kiezen voor de minst ingrijpende vorm van dwang, zijnde de fysieke aansporing.

De veiligheidsmedewerker-chauffeur zal het gebruik van dwang bovendien steeds moeten rapporteren. Artikel 23 van het koninklijk besluit van 8 december 2008 voorziet immers dat een gedetailleerd rapport moet worden opgesteld indien er dwangmiddelen werden gebruikt bij de overbrenging. Daarin dient duidelijk te worden gemotiveerd waarom men dwang heeft gebruikt.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,  
De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. VERLINDEN  
De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,  
S. MAHDI

Raad van State  
afdeling Wetgeving

Advies 70.068/4 van 11 oktober 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 2008 houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 78/4, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'

Op 9 augustus 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met de Nationale Loterij, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 15 oktober 2021 (\*), een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 2008 houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 78/4, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 11 oktober 2021. De kamer was samengesteld uit Martine Baguet, kamervoorzitter, Bernard Blero en Christine Horevoets, staatsraden, en Anne-Catherine Van Geersdaele, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger Wimmer, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine Baguet.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 octobre 2021 .

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

1. À l'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule, dans la version française, il convient de remplacer les mots « les articles » par les mots « l'article ».

2. Le projet d'arrêté royal ne devant pas être délibéré en Conseil des ministres, il n'est pas soumis à l'analyse d'impact prévue par la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative' ni, partant, à la règle prévue par l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

L'alinéa 3 du préambule sera en conséquence omis.

Le greffier,  
Anne-Catherine Van Geersdaele

Le président,  
Martine Baguet

\_\_\_\_\_  
Note

(\*) Par courriel du 12 août 2021.

**30 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 décembre 2008 fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des étrangers, des étrangers visés à l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, l'article 74/8, § 3, inséré par la loi du 15 juillet 1996 ;

Vu l'arrêté royal du 8 décembre 2008 fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des étrangers, des étrangers visés à l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 septembre 2020 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 15 juillet 2021 ;

Vu l'avis n° 70.068/4 du Conseil d'État, donné le 11 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 décembre 2008 fixant le régime et les règles applicables lors du transfèrement, exécuté par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs de l'Office des étrangers, des étrangers visés à l'article 74/8, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifié par l'arrêté royal du 7 mars 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Les transfèrments suivants sont effectués par les collaborateurs de sécurité-chauffeurs, pour autant qu'ils ne doivent pas être effectués par les services de police pour des raisons de sécurité ou pour des raisons d'opérationnalité :

1<sup>o</sup> le transfèrement d'étrangers à partir de ou vers un centre ;

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 oktober 2021 .

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. In de Franse tekst van het eerste lid van de aanhef dienen de woorden "les articles" te worden vervangen door de woorden "l'article".

2. Aangezien over het ontwerp van koninklijk besluit geen overleg hoeft te worden in gepleegd de Ministerraad, is het ontwerp niet onderworpen aan de voorafgaande regelgevingsimpactanalyse waarin de wet van 15 december 2013 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging' voorziet, en bijgevolg ook niet aan de regel voorgeschreven bij artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 'houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging'.

Dientengevolge moet het derde lid van de aanhef worden weggelaten.

De griffier,  
Anne-Catherine Van Geersdaele

De voorzitter,  
Martine Baguet

\_\_\_\_\_  
Nota

(\*) Bij e-mail van 12 augustus 2021.

**30 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 2008 houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, artikel 74/8, § 3, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 december 2008 houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 september 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 15 juli 2021;

Gelet op het advies nr. 70.068/4 van de Raad van State, gegeven op 11 oktober 2021 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 december 2008 houdende vaststelling van het regime en de regels toepasbaar op de overbrenging, uitgevoerd door veiligheidsmedewerkers-chauffeur van de Dienst Vreemdelingenzaken, van vreemdelingen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 maart 2012, wordt vervangen als volgt:

"De volgende overbrengingen worden uitgevoerd door de veiligheidsmedewerkers-chauffeur, voor zover zij niet om veiligheidsredenen of om redenen van operationaliteit uitgevoerd dienen te worden door de politiediensten:

1<sup>o</sup> de overbrenging van vreemdelingen vanuit of naar een centrum;

2° le transfèrement d'étrangers à partir de ou vers un lieu d'hébergement ;

3° le transfèrement d'étrangers à partir d'une prison vers un aéroport ou vers la frontière dans le cadre de la procédure d'éloignement du Royaume. ».

**Art. 2.** L'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, est complété par la phrase suivante :

« Cette carte de service est établie selon les modalités fixées par le ministre qui a dans ses compétences l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. ».

**Art. 3.** Dans l'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 7 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 3 les mots « au centre de transit 127 ou au centre INAD de Bruxelles-National ou au centre Caricole » sont remplacés par les mots « au centre de rapatriement 127<sup>bis</sup> ou au centre de transit Caricole » ;

2° l'article 6 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En outre, après avoir effectué une analyse de risque, le chef de service du bureau de coordination ou son remplaçant peut décider de déroger au nombre minimum de collaborateurs de sécurité-chauffeurs prévu à l'alinéa 2. ».

**Art. 4.** Dans l'article 17 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Si le transfert a lieu dans l'enceinte d'un aéroport, le collaborateur de sécurité-chauffeur peut apporter son aide à l'autorité à laquelle l'étranger a été remis jusqu'à la porte de l'avion. En cas de problèmes à bord de l'avion, le collaborateur de sécurité-chauffeur ne peut monter dans l'avion qu'à la demande de l'autorité à laquelle l'étranger a été remis afin de débarquer celui-ci ou de fournir une aide dans des situations d'urgence. ».

**Art. 5.** Dans l'article 21, alinéa 2, du même arrêté, les mots « ou que l'étranger va troubler l'ordre. » sont remplacés par les mots « que l'étranger va troubler l'ordre ou qu'il existe un risque d'évasion. ».

**Art. 6.** Le ministre qui a dans ses compétences l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,

A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration,

S. MAHDI

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2021/34399]

17 DECEMBRE 2021. — Arrêté royal modifiant l'annexe IIIbis de l'AR/CIR 92 en matière de la dispense de versement du précompte professionnel visée à l'article 275<sup>1</sup> du Code des impôts sur les revenus 1992

RAPPORT AU ROI

Sire,

Pour l'application de la dispense de versement du précompte professionnel, les débiteurs du précompte doivent introduire une deuxième déclaration au précompte professionnel. Dans cette deuxième déclaration, ils doivent indiquer de quelle mesure ils veulent bénéficier en utilisant les codes repris dans l'annexe IIIbis de l'AR/CIR 92.

Dans le cadre du deal pour l'emploi, le nombre d'heures supplémentaires pour lequel une dispense de versement du précompte professionnel peut être accordée, a été porté de 130 à 180 heures pour les années 2019 et 2020 (article 275<sup>1</sup>, alinéa 7, du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92), tel qu'inséré par la loi du 23 mars 2019 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en ce qui concerne les dispositions fiscales relatives au deal pour l'emploi). Pour l'application de cette mesure, une référence à l'article 275<sup>1</sup>, alinéa 7, CIR 92 a été

2° de overbrenging van vreemdelingen vanuit of naar een woonunit;

3° de overbrenging van vreemdelingen vanuit een gevangenis naar een luchthaven of naar de grens in het kader van de procedure voor verwijdering uit het Rijk.".

**Art. 2.** Artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt aangevuld met de volgende zin:

"Deze dienstkaart wordt vastgesteld overeenkomstig de door de minister bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, bepaalde nadere regels.".

**Art. 3.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid worden de woorden "het transitcentrum 127 of het INAD-centrum van Brussel-Nationaal of het Caricole-centrum" vervangen door de woorden "het repatriëringscentrum 127<sup>bis</sup> of het transitcentrum Caricole";

2° artikel 6 wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Na het uitvoeren van een risicoanalyse kan het diensthoofd van het coördinatiebureau of zijn plaatsvervanger tevens beslissen om af te wijken van het minimum aantal veiligheidsmedewerkers-chauffeurs zoals voorzien in het tweede lid.".

**Art. 4.** In artikel 17 van hetzelfde besluit wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende:

"Indien de overdracht plaatsvindt binnen de terreinen van een luchthaven, kan de veiligheidsmedewerker-chauffeur bijstand leveren aan de autoriteit aan wie de vreemdeling werd overgedragen tot aan de deur van het vliegtuig. De veiligheidsmedewerker-chauffeur kan, indien er zich problemen voordoen aan boord van het vliegtuig, enkel op vraag van de autoriteit aan wie de vreemdeling werd overgedragen, aan boord van het vliegtuig gaan om de vreemdeling van boord te halen of om bijstand te verlenen in noodsituaties.".

**Art. 5.** In artikel 21, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "of dat de vreemdeling de orde zal verstoren." vervangen door de woorden "dat de vreemdeling de orde zal verstoren of dat er een gevaar voor ontsnapping bestaat.".

**Art. 6.** De minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

S. MAHDI

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2021/34399]

17 DECEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van de bijlage IIIbis van het KB/WIB 92 op het stuk van de vrijstelling van doorstorten van bedrijfsvoorheffing als bedoeld in artikel 275<sup>2</sup>, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Voor de toepassing van de vrijstelling van doorstorten van bedrijfsvoorheffing, moeten de schuldenaars van de voorheffing een tweede aangifte in de bedrijfsvoorheffing indienen. In die tweede aangifte moeten ze aan de hand van de in bijlage IIIbis bij het KB/WIB 92 opgenomen codes aangegeven van welke maatregel ze willen gebruik maken.

In het kader van de jobsdeal werd het aantal overuren waarvoor een vrijstelling van doorstorting van bedrijfsvoorheffing kan worden verleend, verhoogd van 130 naar 180 uren voor 2019 en 2020 (artikel 275<sup>2</sup>, zevende lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92) zoals ingevoegd bij de wet van 23 maart 2019 tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 voor wat betreft de fiscale bepalingen van de jobsdeal). Voor de toepassing van deze maatregel werd in de omschrijving van de codes 44 en 45 in de